

Agriculture, pêcheries, énergie et ressources naturelles

FORÊTS

ÉNERGIE

RESSOURCES NATURELLES

Les projets de loi

Aucun projet de loi n'a été déposé ou étudié dans ce secteur au cours de cette période de travaux.

Motions présentées à l'Assemblée nationale

Le 9 octobre 2025, les parlementaires ont adopté à l'unanimité une [motion sans préavis](#) demandant au gouvernement d'élaborer un nouveau régime forestier en collaboration avec les Premières Nations avant la fin de la présente législature. Cette motion s'inscrit dans le contexte de l'abandon du **projet de loi n° 97, *Loi visant principalement à moderniser le régime forestier***, qui n'a pas été rappelé à la nouvelle session parlementaire. Ce projet, étudié à la Commission de l'aménagement du territoire au printemps 2025, proposait la délimitation du territoire forestier en trois zones (zones d'aménagement prioritaire, zones multiusages, zones de conservation) ainsi que la régionalisation des décisions concernant la planification forestière. Il a toutefois été l'objet de vives critiques, notamment de la part des Premières Nations.

La réforme du régime forestier a également été abordée aux affaires inscrites par les députés de l'opposition dans le cadre d'une [motion](#) présentée le 22 octobre par le député de Pontiac. Il a proposé que l'Assemblée rappelle la nécessité de réformer le régime forestier et condamne l'inaction du gouvernement dans ce domaine. Le texte souligne notamment l'importance de l'industrie forestière dans l'économie des régions québécoises et la nécessité d'agir dans le contexte des tarifs américains. La motion, soumise au vote le lendemain, a été [rejetée](#).

Échos médiatiques

Patrice Bergeron
[La Presse Canadienne],
« [Les Autochtones demandent le retrait du projet de loi 97](#) »,
La Presse, 9 septembre 2025.

Pierre-Alexandre Bolduc et Jérôme Labbé, « [Régime forestier : Québec abandonne sa réforme controversée](#) »,
Radio-Canada,
25 septembre 2025.

Échos médiatiques

Francis Beaudry, « [Le ministre des Forêts affirme que Québec va soutenir l'industrie forestière](#) », *Radio-Canada*,
12 novembre 2025.

Des pétitions présentées à l'Assemblée nationale

Lorsqu'une pétition est présentée à l'Assemblée nationale, le gouvernement doit y répondre par écrit dans les 30 jours suivant sa transmission par le secrétaire général de l'Assemblée au leader du gouvernement. Si l'Assemblée ne tient pas séance à l'expiration du délai, la réponse est déposée au plus tard à la troisième séance suivant la reprise des travaux.



Pétition

• **Retrait et réécriture du projet de loi n° 97, Loi visant principalement à moderniser le régime forestier**

• PRÉSENTATION 21 octobre 2025

• RÉPONSE DU GOUVERNEMENT 25 novembre 2025

• **Mise en place d'actions concrètes pour assurer un réseau électrique fiable et sécuritaire dans la région de l'Outaouais**

• PRÉSENTATION 9 décembre 2025

• RÉPONSE DU GOUVERNEMENT Pas déposée à ce jour

